
Ni la guerre, ni la paix : campagnes de «stabilisation» et violence structurelle chez les Tlapanèques de la *Montaña* du Guerrero (Mexique)

Martin Hébert *Université Laval*

Résumé : Mettant à profit l'acceptation grandissante du concept de violence structurelle en anthropologie, le présent article examine les impacts de diverses interventions gouvernementales faites depuis le début des années soixante-dix dans la région du Guerrero (Mexique) habitée par les Tlapanèques. La campagne militaire menée contre la guérilla de Génaro Vázquez Rojas (1969-72) et les interventions de l'État inspirées par la politique du «développement partagé» (1970-76) et leurs conséquences pour la communauté autochtone de Barranca Tigre sont considérées dans le cadre d'un examen critique de l'idée voulant que le renforcement des structures étatiques et l'intégration au marché soient des gages de paix dans les régions marginales. Compte tenu de la nature des politiques de pacification décrites l'article conclue que la communauté, et la région tlapanèque dans son ensemble, ont connu depuis les années soixante-dix un considérable degré de violence – tant directe que structurelle – qui n'a pas été réduit sensiblement, et à même souvent été augmenté, par les interventions gouvernementales dans la région.

Mots clés : violence, militarisation, peuples autochtones, Guerrero, Mexique

Abstract: Drawing on the growing use of the concept of structural violence in anthropology, the present article examines the impacts of various government interventions and policies that have shaped the *Montaña* region of Guerrero since the 1970s. The consequences of the military campaign waged against the guerrilla movement of Génaro Vázquez Rojas (1969-72), as well as those of State interventions in the region that have been shaped by the policy of "shared development" (1970-76), are considered here through an analysis of their impacts on indigenous communities in the region in general, and on one Tlapanec community—Barranca Tigre—in particular. This analysis sheds considerable doubt on the oft repeated idea that strengthening State structures in marginalized rural areas, as well as promoting greater integration of these areas in the market economy, will promote peace in such regions. Given the nature of the pacification policies described in this article, which are by no means unique to the time and place considered here, we conclude that the Tlapanecs of Guerrero have known, since the 1970s, a sustained level of violence—both direct and structural—that has not been significantly reduced, and has sometimes been amplified, by governmental "stability promoting" interventions in their region.

Keywords: violence, militarization, indigenous people, Guerrero, Mexico

On assiste, de nos jours, à un effritement important de la distinction traditionnelle faite entre les concepts de guerre et de paix. Ce glissement conceptuel est caractérisé par une utilisation de plus en plus répandue de l'expression passe-partout «ni la paix, ni la guerre» pour désigner une gamme de phénomènes caractérisés par une forme ou une autre de violence, mais qui demeurent néanmoins «en deçà» de l'affrontement armé entre groupes militaires clairement définis. L'expression a été utilisée, par exemple, pour caractériser des conflits qui présentent une certaine accalmie, mais qui peuvent connaître une escalade rapide vers la violence directe à grande échelle (ICG 2001; Manikkalingam 2002) et revêt parfois cette connotation dans la littérature anthropologique (Nordstrom 2004).

Dans le discours des études stratégiques et des *security studies*, l'expression «ni la paix, ni la guerre» sert à rendre compte de l'effet créé par l'accumulation de diverses menaces non militaires sapant le pouvoir étatique. Selon cette perspective que l'on pourrait qualifier de «sécuritariste», ces menaces incluraient :

[...] widespread population dislocations; ethnic and religious conflicts; epidemic health problems, famine and serious environmental degradation; evolving terrorist organizations and agendas; international organized crime, particularly the burgeoning drug trade; black- and gray-market weapon trafficking [...] and «informal» economic organizations that bypass or avoid state and regional economic systems. (Turbiville, Mendel et Kipp 1997 : 6)

Dans le présent article, nous nous proposons d'examiner de manière critique certains des présupposés implicites à cette seconde vision de l'état intermédiaire entre la paix et la guerre. En particulier, nous nous interrogeons sur l'adéquation qui y est faite entre le maintien du contrôle étatique sur un territoire donné et l'émergence d'un état de paix sur ce territoire. Des données ethno-

graphiques recueillies depuis 1998 dans des communautés tlapanèques de la région de la *Montaña*, située dans la partie sud-est de l'état du Guerrero au Mexique, mises en parallèle avec une littérature grandissante en anthropologie sur le phénomène de la violence structurelle (Farmer 1997, 2003; Hébert 2002; Bourgois et Scheper Hughes 2004), nous permettront de nuancer cette vision des choses.

Le choix de cette problématique vise, à travers l'examen d'un exemple concret, à soulever certaines interrogations à propos de présupposés sur lesquels reposent souvent les processus de paix. Notamment, nous tentons d'examiner plus avant certains effets pervers du renforcement des structures étatiques et du développement économique par l'intégration aux marchés, qui sont souvent deux pôles importants du «peacebuilding» contemporain. L'usage du concept de violence structurelle pour mettre en lumière certaines des limites que présente une vision de la paix limitée à la cessation des combats et la mise en place, ou «reconstruction» de structures étatiques fortes, contribuera, nous l'espérons, à une réflexion en profondeur sur les conditions mêmes de la paix durable.

Le renforcement des structures étatiques et de la présence accrue d'agents de l'État dans une région rurale et autochtone comme celle de la *Montaña* est une entreprise qui peut, en effet, «stabiliser» cette dernière dans la mesure où cette pénétration – un terme utilisé par Armando Bartra (1996) pour parler du Guerrero – peut contribuer à éliminer certains des effets dits de «zones grises» (Raufer 1992, 1993) énumérés dans le passage cité plus haut. Mais le flottement d'une région entre la guerre et la paix ne saurait être réductible à la faiblesse de la présence de l'État dans cette dernière. L'exemple de la *Montaña* du Guerrero, comme nous le verrons, montre que si, en effet, l'interventionnisme accru de l'État mexicain dans cette région depuis le début des années soixante-dix a modestement contribué à atténuer certains effets de zones grises comme les famines cycliques, les insurrections armées et les conflits intercommunautaires, il ne semble paradoxalement pas avoir contribué à diminuer la somme des violences qu'on y retrouve.

Dans les pages qui suivent, nous proposons un examen de la dynamique régionale de la *Montaña* en nous appuyant sur notre propre expérience de sa réalité contemporaine, de même que sur les témoignages de Tlapanèques ayant vécu les importantes transformations qu'ont connues leurs communautés depuis l'incursion massive de l'État mexicain dans cette région à partir du milieu des années soixante. Nous nous abstenons ici de revenir sur les limites de la méthode ethnographique, qui a été abondamment scrutée par les chercheurs depuis

deux décennies. Par contre, il convient de noter, d'entrée de jeu, que la double nature des données que nous utilisons pour parler de violence, c'est-à-dire d'une part des observations directes et des documents analytiques et, d'autre part, diverses formes de témoignages, nous mèneront à aborder la violence tant sous ses formes «manifestes» que «latentes». Cette distinction, importante pour toute étude qui utilise le concept de violence structurelle comme nous le faisons ici, fut présentée par Lawler de la manière suivante :

The final dimension of violence under consideration was the distinction between manifest and latent violence. [...] Schmid had argued that latent conflict becomes manifest upon a transformation of consciousness [...] the slave comes to perceive the difference between enslavement and freedom and struggles for the latter. For Galtung, however, latency is not connected to consciousness, it is a structural potentiality; violence is being done to the slave regardless of any subjective comprehension of the fact on the part of any actor in the equation. (Lawler 1995 : 82)

Comme les données que nous avons recueillies dans la communauté tlapanèque de Barranca Tigre (nom fictif) l'illustreront, les violences dont il est question ici, tant directes que structurelles, sont parfois perçues par les acteurs, parfois non. Dans le premier cas, les témoignages que nous fournissons, comme nous le verrons avec l'histoire de María, portent directement sur des phénomènes de violence. Quant aux formes latentes de violence, il est possible qu'elles soient perçues par les acteurs, mais cette perception n'est jamais immédiate (comme c'est le cas de la violence directe et manifeste) et nécessite un travail analytique. Le cas de Maria, que nous considérerons plus loin, remontant la chaîne causale ayant entraîné la mort de son enfant jusqu'à la frayeur causée par les soldats quelques mois plus tôt est un exemple d'une telle perception de la violence latente contenue dans les structures. Mais comme le laisse entendre la citation de Lawler, ces violences agissent indépendamment de leur compréhension ou non-compréhension subjective chez *quelque* acteur (agent ou victime) qui lui est lié. Dans ces cas, l'idée que de telles violences existent nous vient soit de données ethnographiques autres que les témoignages directs, soit du témoignage d'acteurs plus ou moins marginaux par rapport au monde tlapanèque et aux événements décrits.

L'oscillation entre deux registres de données, entre le témoignage «local» et une observation plus distanciée, nous permet d'examiner une explication possible de la marginalité changeante, mais persistante, de la *Montaña*

du Guerrero. Cette marginalité, qui semble s'être transformée plus que s'être atténuée depuis l'introduction massive de programmes gouvernementaux de développement dans la région au début des années soixante-dix, est paradoxalement caractérisée par, d'une part, la diminution réelle de certains des problèmes de «zone grise» liés à la faiblesse des structures étatiques dans la région et par, d'autre part, l'apparition de nouvelles formes de violence structurelle; cette dernière pouvant être définie comme une violence beaucoup moins visible que celle associée aux confrontations physiques, une violence qui tarde souvent à être reconnue comme telle, mais dont les effets sont tout aussi réels que ceux de la violence dite «directe» (Galtung 1969). Ainsi, pour parler dans des termes semblables à ceux utilisés par Sheper-Hughes et Bourgois (2004 : 5) il n'y aurait pas eu dans la *Montaña* une diminution appréciable de la violence, mais plutôt un glissement d'une forme vers une autre sur le «continuum de la violence».

Militarisation, pacification et violences dans la Montaña des années soixante-dix

Tenter d'établir une histoire, ou un inventaire, des formes de violences qui ont affecté l'état du Guerrero et ses populations rurales est une entreprise considérable. Comptant parmi les états les plus pauvres du Mexique, marqué par une histoire de régimes autoritaires, par des relations tendues entre communautés physiques, religieuses et ethniques, le Guerrero a reçu depuis longtemps le qualificatif de «violent» (Oettinger 1974). La plupart des auteurs ayant écrit sur la question insistent à juste titre sur les manifestations visibles et directes de cette violence, de même que sur le fait qu'elle est souvent un moyen de répression utilisé par les élites politiques et économiques – les *caciques* – pour contrecarrer les organisations populaires (Gutiérrez 1998; Canabal Cristiani 2001).

Dans les communautés autochtones de la *Montaña*, région située à l'est du Guerrero, les contours actuels de l'articulation violente entre la contestation et la répression se sont surtout dessinés à la fin des années soixante, époque où un groupe armé dirigé par Genaro Vázquez Rojas devint actif dans la région. Même si aujourd'hui la *Montaña* demeure une région très isolée du pays, cette marginalité géographique était encore plus grande à l'époque. Au milieu des années soixante, la région ne comptait aucune route praticable en camion (Kyle 1996), aucune infrastructure téléphonique ou électrique, ni même de cliniques ou de service de sécurité publique. La région échappait alors largement aux structures et aux formes de contrôle institutionnel étatiques et, pour cette raison,

avait été perçue par les guérilleros comme un refuge propice, voire comme un lieu de recrutement. En ce sens, nous pouvons dire que la région présentait certaines caractéristiques associées aux «zones grises» dont nous avons parlé plus haut, et en particulier la caractéristique d'être désormais perçue par l'État comme un foyer «d'activités subversives».

Même si Vázquez et ses quelques guérilleros pouvaient se cacher dans la *Montaña*, leurs relations avec les habitants de cette région, et en particulier avec les habitants de Barranca Tigre, étaient loin d'être aussi subversives que n'auraient pu le laisser croire les actions subséquentes du gouvernement. À l'exception d'une poignée de jeunes hommes attirés par l'aventure, et dont le parcours les avait mis en contact avec les idées et des valeurs politiques de la gauche révolutionnaire de l'époque, les habitants de Barranca Tigre, de même que d'autres communautés tlapanèques avoisinantes, ne se sont pas joints en grand nombre à la lutte de Vázquez. Même si cette dernière a été relevée par Avilés Mendoza (1987), la participation des Tlapanèques dans le mouvement de Genaro Vázquez, Lucio Cabañas et de leur Partido de los Pobres n'a jamais pris l'ampleur que les guérilleros auraient espéré. Les facteurs expliquant cet échec sont multiples et intimement liés à l'imaginaire social communautaire et à l'histoire régionale (voir Hébert 2001 : 100-110), mais ce qui est davantage lié à notre propos ici est la réaction que les activités de guérilla de Vázquez ont suscité de la part du gouvernement mexicain.

Au mois de septembre 1971, ayant été informés de la présence probable du guérillero dans la région par les autorités de Barranca Tigre elles-mêmes, un groupe de soldats arriva dans la communauté. Ils établirent un campement provisoire au centre même du village, puis commencèrent à appréhender et à interroger des habitants pour savoir où se cachait Genaro. Le mari de l'une de nos informatrices, qui avait reçu le guérillero chez lui à quelques reprises, dut prendre la fuite dans la montagne pour échapper aux soldats. Cette décision fut bien avisée, car le nom de cet homme, Manuel, vint rapidement aux lèvres des habitants de la communauté, dont plusieurs désapprouvaient plus que jamais les fréquentations de ce dernier.

Les soldats passèrent de maison en maison à la recherche de caches d'armes et de guérilleros et, ce faisant, s'arrêtèrent chez notre informatrice. Ils encerclèrent la maison et sommèrent les occupants de sortir. María se rappelle être sortie de la maison avec ses enfants et se remémore la scène : «Nous cherchons ton mari» lui aurait dit un officier, «c'est un guérillero et nous allons le tuer». Malgré la terreur qu'elle dit avoir éprouvé devant le

groupe de soldat, María raconte qu'elle leur a néanmoins tenu tête et leur a répondu que son mari n'était plus avec elle. «Il est parti avec une autre femme et il ne reviendra pas» dit-elle aux soldats. Mais l'officier se fit plus insistant : «Nous cherchons Genaro Vázquez» aurait-il dit, «nous savons qu'il est venu chez toi et que tu l'as hébergé et nourri».

Malgré la posture intimidante des soldats armés, María dit ne pas avoir bronché : «Je ne sais pas qui t'a menti» leur aurait-elle lancé et, avec une audace que notre informatrice se rappelle encore avec fierté trente ans après les événements, elle aurait ajouté : «Oui, je lui ai donné des tortillas, mais seulement parce qu'il était armé. Il voulait que je les lui vende, mais j'avais si peur que je les lui ai données. La même chose avec toi» a-t-elle dit à l'officier, «si tu me demandes des tortillas je te les donnerai, mais seulement parce que tu es armé».

Cet acte de résistance devant la présence et l'agressivité des soldats ne fut cependant pas sans conséquences. L'officier ordonna à ses soldats de fouiller la maison. Les soldats saccagèrent alors le domicile de María et de Manuel. Ils renversèrent les meubles, ouvrirent les boîtes contenant les effets personnels de María et de sa famille et mirent, en général, la maison sens dessus dessous à la recherche d'armes supposément dissimulées. Notre informatrice se rappelle avoir indiqué une machette posée dans un coin et avoir dit à l'officier que «la seule arme que j'ai est cette machette, rien d'autre. Si tu la veux, emporte-la et laisse nous tranquilles».

La violence de cette scène ne s'arrêta pas aux actes posés par les représentants de l'État et peut difficilement être réduite à son expression manifeste et directe. Pourtant, l'idée que la violence serait «une pratique hautement visible pour les sens» et qu'elle réside essentiellement dans la «force physique visible» (Riches 1986 : 11) est souvent retenue comme élément central de la définition de ce concept dans les travaux anthropologiques. De récents ouvrages sur la question (Aijmer et Abbink 2000; Schmidt et Schröder 2001) reprennent d'ailleurs, et pratiquement sans modification, la définition de Riches voulant que les manifestations directes et visibles de la violence épuisent les formes de ce phénomène.

Comme la suite de l'histoire de María, et de Barranca Tigre, le révèle, cette intrusion physique de l'État mexicain dans la demeure de notre informatrice et dans une communauté qui n'avait pas vécue de telles incursions violentes de la part des forces politiques nationales depuis la Révolution mexicaine, allait créer une série d'effets en cascade qui, s'ils n'ont pas procédé d'actes physiques, directs et dommageables «hautement visibles», n'en ont pas moins produit des effets très proches de ceux provo-

qués par des actes de violence directe. Dans la mesure où nous supposons ici qu'un effet violent doit découler d'une cause violente, ces phénomènes nécessitent d'être analysés comme des violences au même titre que la violence directe.

Le contact avec les formes moins visibles de violence perpétrée par l'État commença, pour María, après la fouille brutale de sa maison. L'officier la regarda alors dans les yeux et lui annonça que, si ses hommes croisaient son mari, ces derniers l'exécuteraient sommairement. La belle-mère de María qui avait assisté, terrorisée, à toute la scène fondit en larmes à l'idée qu'on allait tuer son fils.

L'acte de violence psychologique perpétré par le soldat pourrait encore tomber sous la définition de la violence comme violence «directe» citée plus haut. Mais le lien entre les menaces proférées par les soldats et la souffrance endurée par María et sa belle mère, qui durent subvenir seules aux besoins de la famille durant l'exil de Manuel commence, lui, déjà à échapper à une définition minimaliste de la violence. Dans un même esprit, certaines contributions anthropologiques récentes, et notamment les travaux de Paul Farmer, ont démontré l'importance de suivre des chaînes causales complexes pour mettre en lumière les ramifications multiples de la violence. Dans le cas qui nous occupe un lien peut être fait, et *a été* fait par notre informatrice, entre l'angoisse importante qu'ont suscitées chez María les actions des soldats, l'éreintement physique qu'elle subit en ajoutant le travail de la *milpa*, généralement effectué par son mari, à ses tâches quotidiennes déjà lourdes, et la perte d'un enfant qui naquit quelque temps après la fouille de sa maison par les soldats.

María raconte, d'ailleurs, comment elle vivait, à l'époque, avec une peur quasi-constante de voir revenir les soldats. C'est à cette peur qu'elle attribue la perte de son bébé : «J'avais tellement peur en ce temps là que ma fille est née trop faible et est morte. Les événements ont dû l'affecter».

La mort de cette enfant rappelle les morts prématurées dont fait état Farmer en Haïti, en Russie, au Mexique et ailleurs (1996, 1997, 2003) et qui, selon lui, seraient moins le produit de «tragédies» sans causes que de violences inscrites dans la structure sociale elle-même; une idée proposée à l'origine par Johan Galtung (1969) qui, vu son introduction récente en anthropologie, appelle quelques explications.

Pour Galtung, la création du concept de violence structurelle procédait d'un besoin de faire contrepoids à une tendance lourde en sciences sociales. Cette tendance, à laquelle nous avons fait allusion plus haut, consiste à ana-

lyser la violence uniquement dans ses formes visibles et *directes*, c'est-à-dire dans ses formes directement perpétrées par des agents clairement identifiables. Ce choix est souvent sous-tendu par une perspective fonctionnaliste implicite voulant que hors de ces éclats de violence directe «pathologiques», une société donnée fonctionne de manière relativement harmonieuse. Il convient de noter que pour Galtung, le problème n'était pas que les chercheurs accordaient trop d'importance à la violence directe, qui demeure réelle et doit impérativement être étudiée sous ses multiples formes; une tâche que les anthropologues prennent aujourd'hui de plus en plus au sérieux.¹

Pour l'auteur, le problème auquel devait répondre le concept de violence structurelle était plutôt qu'une attention trop exclusive portée à la violence directe risquait de projeter dans l'ombre d'autres formes de violence qui, elles, peuvent nous être invisibles par leur inscription même au cœur du (dis)fonctionnement normal des institutions sociales et par la difficulté qu'un observateur peut avoir à leur attribuer un responsable direct. Le caractère invisible de la violence structurelle ne fait pas, cependant, de cette dernière un phénomène moins destructeur que sa contrepartie directe (Galtung 1969 :170). En fait, pour Galtung, la proximité même de la violence structurelle et de la violence physique est liée au fait que les deux formes de violence ont des effets très similaires, même si la première peut être dite «sans agent» (Galtung 1969). Paul Farmer, qui a contribué à l'introduction du concept en anthropologie, souligne d'ailleurs l'importance de saisir la violence structurelle dans sa matérialité :

La vie sociale en général, et la violence structurelle en particulier, ne peut se comprendre sans recourir à une approche profondément matérialiste des phénomènes ethnographiquement visibles. Par cette «matérialité», je désigne l'économie mais avec tout ce qu'elle comporte de politique et de social : les structures économiques sont socialement construites. (Farmer 2001 : 11)

Nous reviendrons sur cette question de la dimension économique de la violence structurelle, car l'histoire de María, et plus largement celle de sa communauté, ne s'arrête pas avec le départ des soldats de Barranca Tigre. La répression et l'intimidation dont les habitants de la communauté ont fait l'objet au début des années soixante-dix marquèrent un sommet de la violence directe perpétrée par des agents de l'État dans la région. Mais, comme nous le verrons, l'apaisement apparent de la région à la fin des années soixante-dix jusqu'au début des années quatre-vingt-dix semble marqué par un remplacement de la violence directe par des structures, et en particulier des

structures économiques, servant, que les acteurs impliqués de toute part en soient conscients ou non, des fonctions de pénétration et de contrôle étatique similaires à celles de la militarisation. D'ailleurs, la concordance entre la nouvelle vague de militarisation qui s'est amorcée dans la *Montaña* au milieu des années quatre-vingt-dix (Gutiérrez 1998; Tlachinollan 1998) et l'effritement des structures économiques mises en place à partir de 1972 est indicatrice de cette convertibilité entre diverses formes de violence, dont nous aurons à expliciter les termes dans les pages qui viennent.

Pour l'instant, mentionnons que contrairement aux études portant sur la violence directe, celles sur la violence structurelle s'intéressent souvent moins aux acteurs individuels agents de cette violence et davantage au nœud formé par les économies matérielles, politiques et symboliques d'une société. En ce sens, les définitions données de ce concept (Galtung 1969; Galtung 1990; Haviland 2002 : 474; Maas Weigert 1999) semblent converger autour de l'idée que la violence structurelle est présente lorsque les relations sociales institutionnalisées génèrent ou perpétuent une distribution inéquitable des ressources et du pouvoir entre les groupes prenant part à ces relations et que, par l'entremise de la marginalisation, la perte d'agentivité ou la fragmentation, cette iniquité se traduit directement ou indirectement par l'abrogation de la vie physique ou du potentiel humain des acteurs composant l'un de ces groupes (Hébert 2002a : 104).

L'usage du concept de violence structurelle en sciences sociales ne fait cependant pas toujours l'unanimité. Julien Freund, par exemple y a vu un pas vers la dissolution du concept de violence en écrivant que : «La thèse de Galtung est typique d'un état d'esprit actuellement régnant dans certains milieux intellectuels : ils donnent au concept de violence une extension telle qu'on ne sait plus ce qu'elle est ni ce qu'elle désigne (...)» (Galtung 1983 : 103). Thomas Platt, pour sa part, a vu dans ce concept une source de légitimation potentielle pour des contres-violences qui, elles, seraient directes et physiques :

La notion de violence, au sens traditionnel d'utilisation nocive de la force, a toujours été considérée comme justifiant le recours à la force coercitive par réaction. Donc, plus la signification du terme violence s'élargit et plus on dénombre de comportements qui peuvent être invoqués pour justifier une riposte violente. (Platt 1992 : 191)

Nous ne tenterons pas ici un examen théorique de cette seconde objection qui relève, à notre avis, davantage de considérations éthiques et morales qu'analytiques. Par

contre il convient de considérer le défi analytique posé par l'objection de Freund selon laquelle un élargissement du concept de violence ne laisserait rien qui soit « extérieur » à ce phénomène et, par conséquent, dissoudrait la signification du concept de violence. Les structures sociales sont, par définition pourrions-nous dire, contraignantes et « font violence » à la spontanéité créatrice des individus. En ce sens, le concept de violence structurelle ne peut être un simple synonyme de « contrainte » sociale. Certaines contraintes et institutions permettent, comme le soulignait Raymond Aron, l'exercice et l'expression de cette spontanéité et une spontanéité qui tenterait absolument de « néantiser » le monde social ne pourrait que verser dans la violence (1973 : 184-226). Le potentiel humain que brime la violence structurelle n'est donc pas celui de l'individu de faire « ce qu'il veut quand il veut », mais se définit avant tout à partir de groupes. Même si Farmer a fait un travail remarquable pour donner un visage aux victimes de la violence structurelle à travers des histoires de vie, ces dernières agissent avant tout comme révélateurs d'une violence structurelle, certes, mais aussi structurée dont les effets néfastes ne sont ni répartis aléatoirement, ni répartis équitablement entre les individus inscrits dans une structure donnée. Quand on juxtapose cette structuration de la souffrance sociale à un isolement des groupes affectés par rapport aux mécanismes politiques qui donnent une forme aux institutions et aux structures sociales, on se retrouve en présence d'une paire d'éléments clés à la compréhension de la violence structurelle. La juxtaposition de la définition synthétique de la violence structurelle que nous avons offerte plus haut à l'histoire concrète de Barranca Tigre telle qu'elle s'est développée depuis 1971 devrait mettre en lumière la violence subie par un groupe souffrant des conséquences négatives (planifiées ou non) d'une structure sociale à l'intérieur de laquelle il n'a pas, ou très peu, de pouvoir décisionnel.

Pour la période proprement dite d'occupation militaire de la communauté, nous avons pu recueillir des témoignages relatant une autre mort dont le contexte se situe, comme pour la mort du bébé de María, à l'intersection de la violence directe et de la violence structurelle. Une informatrice, Elena, nous a raconté un incident qui s'est produit dans les champs situés à la périphérie des terres communautaires lorsque qu'un homme de Barranca Tigre retournant chez lui fut pris pour Genaro Vázquez et tué par une patrouille de soldats. Les soldats, confrontés par les habitants de la communauté après la découverte du corps dans un ruisseau au pied d'une chute, quelques jours après l'événement, ont expliqué les circonstances de l'incident à la population de Barranca Tigre en disant que l'accident a eu lieu alors qu'il faisait nuit et

sous une averse torrentielle. Les soldats, réfugiés dans une petite cabane, surveillaient le sentier lorsqu'ils auraient vu la lumière d'une lampe de poche s'approcher dans l'obscurité. Pour une raison que notre informatrice ignore, les soldats ont dit avoir immédiatement cru que cet individu, qui se déplaçait de nuit et sous la pluie, ne pouvait être qu'un guérillero. Pour son plus grand malheur, l'homme trempé avait obliqué vers la cabane où étaient les soldats pour s'y réfugier et attendre que l'averse passe. Aussitôt l'homme eut-il ouvert la porte que les soldats firent feu.

Comme ce fut le cas avec plusieurs habitants de la communauté, cette explication des événements peut être reçue avec scepticisme. Mais que l'explication soit acceptée ou non, elle ne porte en définitive que sur la question de la responsabilité la plus *immédiate* de la mort de cet homme. Comme nous le rappelle Farmer, pour le bébé de María comme pour cet homme dans la montagne, la matérialité des conséquences – c'est-à-dire deux morts – elle, demeure. Ces morts peuvent être interprétées comme des conséquences « tragiques » et non voulues d'une présence militaire qui avait pour objectif de « protéger » les habitants de la communauté. Elles peuvent également être interprétées, à la lumière de la définition de la violence structurelle que nous avons donnée plus haut, comme intimement liées à des inégalités institutionnalisées entre les paysans tlapanèques et le gouvernement mexicain, des inégalités déterminant *qui* prendra les décisions quant aux méthodes utilisées lors d'une opération du type de celle qui a été menée sur les terres de Barranca Tigre et *qui* demeurera marginalisé par rapport à ce processus de prise de décision, voire se trouvera victime des méthodes adoptées.

Pendant l'occupation militaire, les habitants de Barranca Tigre, même ceux qui avaient coopéré avec l'armée depuis le début de l'occupation, ne voulaient plus aller aux champs de peur d'être confondus avec Genaro. María se rappelle comment les dix familles que comptait la colonie de El Casquillo à l'époque durent s'organiser pour sortir de leur maison d'un coup et tous ensemble, hommes, femmes et enfants, pour aller chercher ce dont ils avaient besoin aux champs afin de ne plus avoir à sortir par la suite. Des familles entières se précipitèrent à l'unisson pour aller chercher leurs chèvres, des réserves d'eau (« je me rappelle, dit-elle, comment des enfants sachant à peine marcher transportaient de l'eau ») et tous les vivres qu'ils pouvaient trouver avant de se barricader dans leurs maisons.

Les soldats restèrent une semaine à Barranca Tigre à chercher les guérilleros. Au cours de cette semaine de septembre 1971, la répression exercée contre l'ensemble

de la communauté, de même que contre certaines de ses voisines, semble avoir été suffisante pour être dénoncée explicitement par Vázquez lors d'une entrevue subséquente :

[...] dans certaines régions du Guerrero les habitants ont été concentrés, à la pointe de bayonettes, dans des centres de population contrôlables [...] entre autres [«hameaux vietnamiens»] nous pouvons noter : Tlacuaxitlahuaca (*sic*), El Rincón, Tierra Colorada et autres enclaves dans la zone autochtone. (Vázquez cité par Bartra 1996 : 141)

Conformément à cette stratégie inspirée de celle du «hameau stratégique» utilisée à la même époque par l'armée américaine au Vietnam, les hommes des familles vivant sur les terres les plus périphériques de la communauté, c'est-à-dire les hommes de la majorité des foyers dans la mesure où à l'époque Barranca Tigre avait toujours la configuration «à centre vide» (Oettinger 1980) traditionnelle dans les communautés tapanèques, étaient regroupés par l'armée dans le centre communautaire pendant quelques jours pour être interrogés et surveillés. La présence de soldats dans la communauté, cherchant les guérilleros avec une vigueur jamais escomptée et commettant des abus jugés graves par les habitants de la communauté, semble avoir laissé une profonde marque chez les habitants de Barranca Tigre qui vécurent cette période troublée de l'histoire de leur communauté.

De la violence directe à la violence structurelle : quand la guerre se cache dans la paix

Le récit de l'occupation militaire de Barranca Tigre et des violences directes et indirectes qu'elle a imposées à ses habitants doit être situé dans une série d'opérations civiles et militaires visant à mettre fin aux activités du Partido de Los Pobres. Des quatorze opérations de ce genre décrites par Mayo (1980), celles de 1971 et 1972 ont eu un impact particulièrement important dans la *Montaña*. Il est intéressant de noter que si, comme nous venons de le voir, la campagne militaire de 1971 a laissé une marque importante dans la mémoire des habitants de Barranca Tigre, la campagne civile et politique de «stabilisation» et d'intégration de la région aux structures étatiques amorcée en 1972 n'est jamais associée directement à la remémoration d'actes violents. Au contraire, les mesures gouvernementales prises après 1972 sont souvent perçues comme des développements «positifs» pour la communauté. L'ouverture d'une succursale CONASUPO (Compañía Nacional de Subsistencia Popular) à Barranca Tigre permit aux habitants de la communauté de se procurer du

maïs, et autres biens de consommation (dont le nombre allait constamment s'accroître au fil des ans) à des prix subventionnés. L'accroissement de la présence d'un autre organisme gouvernemental, l'INMECAFÉ (Instituto Nacional del Café), allait graduellement encourager le passage de l'agriculture locale de la production de subsistance à la production commerciale (Johnson 2001). L'ouverture de routes allait faciliter le déplacement de gens et de biens (Kyle 1996). Pourtant, ces mesures de développement prises par le gouvernement procédaient d'une logique très similaire à celle qui avait motivé l'intervention militaire décrite plus haut. Cette logique voyait, dans les deux cas, la *Montaña* comme une région échappant au contrôle de l'État, une région que les ramifications de la structure et de l'infrastructure nationales ne touchaient, dans le meilleur des cas, qu'imparfaitement.

Cependant, l'insurrection de Vázquez, et la répression militaire qui a suivi dans sa foulée, ne constituaient pas, au sens strict du terme, une guerre. D'une part, les effectifs du groupe dirigé par Vázquez n'ont, selon toute vraisemblance, jamais dépassé la vingtaine de personnes et aucune action armée n'a été entreprise par ce dernier dans la *Montaña*. D'autre part, les actions de l'armée – actions qui de nos jours recevraient l'étiquette d'«opérations autres que la guerre» ou de «guerre de basse intensité» – étaient dirigées, pour l'essentiel, contre la population civile plutôt que contre un adversaire militarisé.

Si les populations autochtones ne vivaient pas exactement en état de guerre, elles ne vivaient certainement pas en état de paix. Même la définition la plus minimale de la paix, qui voit celle-ci comme une simple absence de confrontation physique, demeure au-delà de la réalité de la *Montaña* de l'époque. Au plus, nous pourrions dire que les habitants de la région ne connaissaient qu'un léger répit, qu'une ombre de paix, dans la guerre.

Avec le changement de stratégie contre-insurrectionnelle en 1972, c'est-à-dire avec le passage d'une campagne militaire à une campagne politique et économique relevé par Mayo (1980) et par Bartra (1996), cette relation entre la paix et la guerre allait s'inverser : désormais, c'est la paix qui allait être colorée par une ombre de guerre. La violence, qui fut visible, personnelle, et directe lorsque les soldats patrouillaient la campagne, interrogeaient des mères de famille, fouillaient des maisons et tuaient, ne serait-ce qu'accidentellement, des paysans, allait changer de forme et devenir plus structurelle. L'un des facteurs qui a joué un rôle majeur dans l'intégration accrue des autochtones de la *Montaña* au sein des structures de l'État mexicain fut l'intensification de la production caféière dans la région.

Au début des années soixante, les habitants d'Iliatenco, l'une des rares communautés autochtones de la région qui produisait des quantités appréciables de café à l'époque, avaient tenté de faire appel à l'INMECAFÉ par l'intermédiaire de l'Instituto Nacional Indigenista (INI), installé à Tlapa depuis peu, pour que cet organisme fédéral leur vienne en aide dans la production et la commercialisation de leur café. Comme l'écrit Dehouve : «Le centre indigéniste reçut pour la première fois en 1965 des représentants des producteurs de café tlapanèques, et intervint auprès d'INMECAFÉ pour qu'il s'intéressât à la région». (1990 : 289) Malgré les activités importantes de l'INMECAFÉ dans d'autres régions du pays à l'époque, la requête des Tlapanèques de la *Montaña* demeura, elle, sans réponse pendant plusieurs années. Des auteurs comme Bartra et Mayo ont déjà souligné la proximité temporelle entre les activités de «développement» social et économiques inédites entreprises par le gouvernement dans la région et les interventions musclées faites dans les communautés autochtones. Cette observation jette une lumière importante sur le fait que l'intervention militaire à Barranca Tigre a atteint son apogée en septembre 1971 et le fait que, moins d'un an plus tard, en 1972, était mis sur pied par le gouvernement le Plan de Développement Intégral de l'état du Guerrero (Bartra 2000). C'est dans la foulée de ce plan, et toujours en 1972, que les gestionnaires de l'INMECAFÉ, après avoir fait la sourde oreille aux demandes des autochtones pendant sept ans, entreprirent d'étendre les activités de leur institut dans la *Montaña* (Carrasco Zuñiga 1991 : 139).

Cette concordance entre des activités de répression militaire et des activités de développement social et économique a, d'ailleurs, été notée par Barry et Preusch (1988 : 21-32) pour un bon nombre d'autres régions d'Amérique latine ayant vu l'émergence de mouvements de contestation en milieu rural. Comme le souligne Bartra, cette stratégie de la carotte et du bâton, ou du «fouet et de l'épi» (1998 : 11), tentait d'établir une synergie entre la militarisation répressive, dont nous avons vu un exemple plus haut, et des activités de «développement social» – *labor social*, selon le terme encore utilisé par l'armée mexicaine aujourd'hui (SEDENA 2002) – susceptibles de rapprocher l'armée des populations rurales.

Cette seconde composante de la stratégie anti-guérilla adoptée par les gouvernements de l'époque s'est d'abord manifestée sur la Costa Grande sous la forme de ce qui a été nommé par l'armée l'opération *Amistad* («Amitié»), par laquelle «500 médecins militaires ont distribué de l'aide, des médicaments et des aliments aux populations des municipes de Coyuca, San Jerónimo, Atoyac et Tec-

pan» (Bartra 1996 : 145). Mais au-delà d'une entreprise de relations publiques, le Plan de Développement Intégral consistait surtout en la construction d'infrastructures et en incitatifs à la transformation des pratiques agricoles locales. Dans ce plan, qui prévoyait d'importants investissements pour la construction de routes, l'électrification des communautés, la constructions d'écoles, l'INMECAFÉ se voyait attribuer le rôle important de principal organisme en charge de la transformation de l'économie des communautés autochtones. La production agricole des communautés avait, jusqu'alors, été centrée sur l'autosubsistance et sur la culture de produits (comme la canne à sucre) seulement commercialisés sur une échelle très réduite, et dont les revenus très modestes servaient à acheter du sel, du poisson et autres produits provenant de la plaine côtière située à quelques dizaines de kilomètres des communautés tlapanèques. Cette agriculture, dans le cadre du Plan de Développement Intégral, allait graduellement passer à la production de café.

Même si l'initiative de demander de l'aide à l'INMECAFÉ était, à l'origine, venue des habitants d'une communauté autochtone, il est clair que les transformations proposées en 1972 par l'INMECAFÉ à l'économie communautaire allaient bien au-delà de ce que les habitants d'Iliatenco avaient envisagé. De culture complémentaire pour commerce local, le café produit dans les communautés allait maintenant être produit pour l'exportation et deviendrait, par le fait même, une source de revenus monétaires importants pour la région, et pour le Mexique en général, qui dépendait alors fortement des exportations agricoles à l'étranger. La contrepartie était que les habitants des communautés tlapanèques devraient désormais dépendre des revenus du café pour assurer une part croissante de leur subsistance. Mais là encore, des programmes gouvernementaux allaient pourvoir à la demande en offrant, à travers l'établissement de boutiques dans les communautés, du maïs subventionné.

Cette monétarisation de l'économie communautaire, où le maïs ne serait plus produit directement par les paysans, mais plutôt acheté par ces derniers, fut une conséquence directe de l'extension des structures étatiques dans la «zone grise» qu'avait auparavant constitué la *Montaña* du Guerrero et une condition de leur maintien.

L'extension de l'intervention étatique dans les économies rurales locales a été nommée la politique du «développement partagé» par le président Luis Echeverría. Les liens entre cette politique et l'apaisement du mécontentement n'ont pas échappé à la plupart des commentateurs qui se sont penchés sur l'économie politique du Mexique du début des années soixante-dix. Ces derniers ont vu dans ces politiques des dépenses immodérées, peu

éclairées en terme de développement économique réel et, surtout, avant tout motivées par des objectifs politiques. Dans certains cas, un parallèle explicite fut établi par des acteurs impliqués dans la mise en place de ces programmes sociaux entre l'intervention étatique dans les infrastructures rurales et la conduite d'une guerre :

No longer *laissez faire*, the government apparatus in a whole variety of areas of welfare provision was put on a state of alert – “*como un estado de guerra*,” as one agency head of the day described it to me. Social and political control was achieved through intervention in the sphere of housing, land, sanitation and infrastructure. [...] Public sector social welfare agencies proliferated, and their rationale was less to do a good job than to be seen to be actively engaged in attending to people's daily needs. It was a sort of smokescreen which gave the impression that the state was concerned and active on the poor's behalf, but which gave the state breathing space. (Ward 1993 : 623-624)

Cette stratégie semble avoir été une constante chez les gouvernements d'Amérique centrale à l'époque et semble avoir eu, comme dividende le plus direct pour l'État, un renforcement du parti au pouvoir dans pratiquement tous les cas. Graham note, en effet, que ce type d'interventions financées par l'explosion momentanée du marché de l'exportation en Amérique latine a considérablement augmenté le support politique dont jouissaient les partis au pouvoir mais, autrement, se sont «avérées beaucoup trop ambitieux et irréalistes» (1984 : 178)

Au Mexique, il a été noté que les montants récoltés du marché des exportations ou ceux acquis en contractant des prêts massifs au début des années soixante-dix ont souvent été utilisés pour essayer de faire face aux problèmes politiques et sociaux du pays (Babb 2001 : 114). La dynamique de cette politique du développement partagé consista en l'usage de ces importantes sommes pour, en quelque sorte, faire d'une pierre deux coups en tentant de «stimuler la demande et agrandir le marché interne» du pays, tout en gagnant un support politique accru chez les paysans en échange de cet «accroissement des dépenses publiques dans les infrastructures rurales» (Mares 1985 : 678).

À la lecture de ces divers diagnostics, deux choses deviennent claires. La première est que la planification et la mise en place de ces nouvelles institutions modernisantes dans les économies rurales du Guerrero fut avant tout une initiative gouvernementale. Les communautés autochtones furent laissées en marge des processus décisionnels qui allaient de pair avec la mise en place des politiques du «développement partagé». Deuxièmement,

cette absence de représentation, cette marginalisation politique à une époque où se décidaient les termes mêmes d'une intégration accrue des communautés autochtones aux marchés nationaux et internationaux, fut reflétée dans les objectifs mêmes de cette intégration. Comme les auteurs cités plus haut en font état, les objectifs premiers de ces programmes de développement furent le maintien d'un certain «contrôle» social et politique sur une zone instable, l'élargissement du marché interne national, la production de denrées exportables sources de devises étrangères, le renforcement du parti au pouvoir. Quant au potentiel de développement économique réel à moyen terme de ces mesures, les textes cités plus haut sont également en accord pour dire qu'il était très limité.

Tant que le gouvernement eut les ressources pour subventionner les diverses étapes de la production caféière dans la *Montaña* et pour offrir du maïs à bon marché à travers le réseau CONASUPO, les effets de violence de ces mesures de stabilisation sociale et politique demeurèrent surtout latents et des auteurs comme Dehouve (1989) ont pu parler de convergence réelle entre les intérêts du gouvernement et ceux des communautés tlapanèques durant cette période. Par contre, dès que, à partir du début des années quatre-vingt, des pressions furent faites sur le gouvernement mexicain par le Fonds Monétaire International (FMI) pour réduire la taille de l'État et, plus précisément, pour réduire les subventions accordées aux petits producteurs agricoles, les conséquences de la marginalité autochtone créée par leur intégration accrue aux structures économiques nationales devinrent plus visibles.

La mobilisation des Tlapanèques et des Mixtèques de la *Montaña* face à la véritable crise économique que produisit la dissolution de l'INMECAFÉ en 1989 et le retrait subséquent de la plupart des autres formes de subventions qui avaient rendu économiquement viable la production caféière dans la région a été décrite en détail ailleurs (Carrasco Zuñiga 1991; Hébert 2001, 2002b; Johnson 2001). Ces auteurs soulignent, à juste titre, la capacité d'organisation des habitants de la région, leurs succès dans la création d'une coopérative caféière autochtone qui est venue combler le vide laissé par la disparition de l'INMECAFÉ. Par contre, il est également important de mettre en évidence le fait que cette mobilisation n'a pas réussi à compenser pour toutes les conséquences négatives de l'augmentation de l'intégration des communautés autochtones aux structures et infrastructures étatiques observée à partir du début des années soixante-dix. Comme il a été noté, le développement d'infrastructures modernes dans les campagnes du Guerrero est «souvent allé de pair avec la dislocation des communautés autochtones. [...] Les communautés rurales firent face à un

manque de main d'œuvre, des systèmes sociaux perturbés, notamment par l'augmentation des attentes consuméristes, l'alcoolisme et la prostitution» (Blacker-Hanson 2003 : 4-5).

À part la prostitution, qui se trouve freinée par un contrôle communautaire serré des rapports hommes-femmes en milieu rural, il nous a été possible d'observer à Barranca Tigre chacun des effets mentionnés par Blacker-Hanson, et en particulier une augmentation importante des attentes consuméristes. Entre 1987 et 2004 au moins une dizaine de *tiendas* ou petits commerces de détail, dont une boutique CONASUPO, ont ouvert leurs portes sur les terres de cette petite communauté de 3 500 habitants. Ces commerces offrent, bien sûr, du maïs, des haricots et autres denrées de première nécessité. Mais ils présentent également une gamme élargie de produits de consommation qui, comme l'auteure le souligne, stimulent et crée des besoins de consommation chez les habitants de la communauté. Un inventaire de ces *tiendas* révèle une profusion de friandises et biscuits, de nourriture en conserve, de produits d'hygiène personnelle et divers détersifs, d'alcool, de boissons gazeuses, de cigarettes, de médicaments et d'accessoires rituels (chandelles, rubans).

Il est clair que plusieurs de ces produits, incluant certains médicaments périmés ou vendus sans posologie, ont des effets néfastes sur la santé des habitants de Barranca Tigre et que leur distribution produit, du moins potentiellement, des effets de violence similaires à ceux dont nous avons parlé dans notre discussion de la violence directe. L'alcoolisme, le tabagisme, l'auto administration de médicaments contrôlés ou de mauvaise qualité réduisent l'espérance de vie de manière tout aussi réelle que des actes de violence directe. Cependant, les formes de dislocation communautaire qu'ont produit les politiques de «développement partagé», de même que les efforts subséquents entrepris par l'État pour étendre davantage ses ramifications structurelles dans la zone grise qu'avait (supposément) été la *Montaña* au début des années soixante-dix, vont au-delà de ces effets de violence.

La monétarisation de l'économie de Barranca Tigre a eu, par exemple, des effets négatifs directs importants sur la participation au sein des systèmes de charges civiles et religieuses (Hébert 2002a : 121-122). Cet impact a été particulièrement marqué chez les jeunes dans la mesure où la monétarisation de l'économie a créé un fort lien entre les aspirations matérielles de ces derniers et les revenus monétaires. Plusieurs aînés de la communauté nous ont souligné la réticence grandissante des jeunes à servir bénévolement dans le système de charges, ou les hiatus importants créés dans la carrière de ces derniers

au sein du système civil-religieux par les absences périodiques – et de plus en plus prolongées – hors de la communauté. Ce désengagement des jeunes par rapport au système de charges est passablement problématique dans la mesure où, comme l'a souligné Dehove, dans le contexte traditionnel de la communauté tlapanèque, c'est précisément la participation au système de charges qui forme le cadre institutionnel de l'appartenance communautaire. Les frontières de la communauté sont celles de son système de charges civiles et religieuses et est membre de la communauté celle ou celui qui participe dans ce système (Dehove 1979). Cette fragmentation sociale, effet de l'intégration croissante des Tlapanèques au marché, peut être comprise comme une manifestation de violence structurelle.

Un autre effet négatif de l'introduction de cultigènes commercialisables dans la *Montaña* fut l'intensification, dans certains cas, des antagonismes existant entre communautés voisines, qui se trouvèrent maintenant en lutte pour les ressources amenées par les programmes de développement. Comme le note Dehove :

Chez les Tlapanèques, le développement de la culture du café et de la canne à sucre, c'est-à-dire de cultures commercialisables, a suscité chez certains des intérêts spécifiques : accaparer des terres de bon rendement, avoir accès au réseau routier, appartenir à un centre administratif dynamique et commerçant comme peut l'être une communauté située en bordure de route ou un chef lieu de municipale. (Dehove 1989 : 129)

Même si, après le retrait de l'INMECAFÉ, l'organisation d'une coopérative régionale autochtone pour prendre la place de cet organisme fit intervenir un processus de réconciliation et d'alliance très important entre au moins une quarantaine de communautés de la région (Hébert 2002b), il ne faut pas perdre de vue que les antagonismes les plus profonds – qui coïncident aussi souvent avec ceux entre communautés voisines – eux, ont souvent connu un processus d'escalade marqué pour les raisons citées par Dehove. Dans le cas de Barranca Tigre, cette escalade alla jusqu'à l'affrontement armé avec la communauté voisine de Istacapan (nom fictif) et jusqu'à la mort d'hommes. Dans la tradition orale locale, le conflit entre ces deux communautés remonte à plus d'un siècle et est relaté par les habitants des deux communautés comme une longue série de frictions et d'affrontements (Hébert 2000 : 144-167), mais les causes proximales de la fusillade de 1989, elles, furent directement liées à l'appropriation de terres aux abords de la route alors en construction.

Voici comment les habitants de Barranca Tigre ont décrit les événements dans un acte envoyé au Procureur

de la République deux mois après l'affrontement² : À dix heures du matin, le 24 mai 1989 les autorités de Barranca Tigre ont été informées, par des habitants de cette communauté, que les autorités civiles, de même que plusieurs habitants d'Istacapan, avaient franchi la limite qui sépare les deux communautés et s'étaient introduits, armés, sur les terres de Barranca Tigre. Informé de cette intrusion, le *comisario* de Barranca Tigre entreprit alors immédiatement de rassembler les habitants de sa communauté. Une fois réunis, les habitants de Barranca Tigre se mirent en marche vers la bordure orientale de leur communauté, où ils rencontrèrent le groupe d'Istacapan. Le *comisario* de Barranca Tigre, accompagné de plusieurs hommes, interpella le groupe d'Istacapan, mais ces derniers commencèrent à faire feu. Le *comisario* reçut deux balles et tomba mort, il en fut de même pour trois des hommes qui l'accompagnaient. S'ensuivit un affrontement où une douzaine d'habitants de Barranca Tigre, de même qu'un nombre indéterminé d'habitants d'Istacapan, furent blessés. Un homme de Barranca Tigre fut gravement blessé et mourut dans le mois qui suivit l'affrontement.

Conclusion : Paix et pacification

La fragmentation communautaire liée à la baisse de participation des jeunes gens de Barranca Tigre dans le système de charges de cette communauté, tout comme les personnes qui ont péri lors de la fusillade entre Barranca Tigre et sa voisine Istacapan en 1989 peuvent toutes deux, à travers une chaîne causale complexe, être en partie liées à l'introduction des cultigènes commerciaux dans la région et, plus généralement, aux programmes de développement mis en place à partir des années soixante-dix pour stabiliser la «zone grise» qu'était devenue la *Montaña*. Faute d'espace, nous nous sommes limités à relever seulement ces deux exemples, mais il aurait été possible de parler d'un bon nombre d'autres conséquences «imprévisibles», «fâcheuses» ou «tragiques» qui ont caractérisé l'héritage de ces programmes de développement. Mais notre but ici n'a pas été de faire un tel inventaire. Il a plutôt été de nous situer à un niveau d'abstraction un peu plus élevé et de nous demander si ces conséquences «tragiques» n'étaient pas sous-tendues par des facteurs structurels qui, eux, seraient tout sauf imprévisibles. La mort du bébé de María, un homme qui se fait accidentellement tuer par des soldats lors d'une nuit d'orage, un conflit de génération lié à la participation dans la vie communautaire, un affrontement armé entre deux communautés autochtones voisines : ce sont là très certainement quatre conséquences non voulues, non planifiées et non désirées de diverses interventions gouvernementales. Pourtant, du point de vue des habitants de Barranca Tigre, ces consé-

quences n'en sont pas moins réelles et pas moins dévastatrices.

Pour reprendre les termes d'une expression courante voulant que plusieurs conflits contemporains tombent dans le flou conceptuel d'un état qui ne serait «ni la guerre, ni la paix», nous avons proposé que les tranches de l'expérience de Barranca Tigre dont nous avons parlé plus haut, et en particulier celles qui sont survenues après l'occupation militaire de la communauté en 1971, montrent certaines des manières dont la guerre peut se dissimuler dans la paix. Un examen de l'idée de violence structurelle nous a suggéré que cette inscription de la guerre dans la paix n'était pas nécessairement le fait de la mise en place *délibérée* d'une structure de domination qui fait mourir des autochtones, les marginalise économiquement en les rendant dépendants de cultures commerciales sur les prix desquelles ils n'ont aucune influence, et fragmente des communautés qui constituent les réseaux d'entraide privilégiés de ces mêmes autochtones. La compréhension de la violence structurelle, comme l'a noté Galtung, ne passe pas nécessairement par l'identification d'agents qui seraient à la source des effets de violence observés, mais plutôt par l'identification de logiques institutionnelles et de processus de prise de décision qui marginalisent systématiquement un groupe d'acteurs donnés.

Réduire la violence à la manifestation d'une «force physique visible» nous oblige à conceptualiser, décrire et évaluer la paix uniquement comme absence de cette dernière. Or, dans la *Montaña* du Guerrero, comme dans les autres régions marginales, l'éclatement de cette violence directe est avant tout un symptôme d'une autre violence qui doit impérativement être reconnue comme telle. Pourquoi le café a-t-il été introduit dans les communautés autochtones de la *Montaña*? À la lumière des commentaires sur les politiques de «développement partagé» que nous avons cités plus haut, il semble clair que le motif premier de cette intervention n'ait pas été les intérêts des Tlapanèques, mais plutôt ceux du parti au pouvoir. Nous pourrions poser des questions similaires à propos de maintes politiques civiles et militaires dans la région et au-delà.

Dans un contexte mondial où les conflits revêtent de plus en plus la forme de «ni la paix, ni la guerre», l'exemple de la *Montaña* nous montre que le renforcement des structures étatiques et le développement économique par l'intégration aux marchés ne sont pas une panacée. Alors que l'établissement de la paix est souvent envisagé comme la cessation des combats et la «reconstruction» de structures étatiques avec, très souvent, peu d'attention portée à la violence générée par ces structures et institutions, une

réflexion en profondeur sur les conditions mêmes de la paix durable devient impérative. L'étude empirique de l'expérience de communautés comme Barranca Tigre peut nous aider dans cette réflexion. Elle nous aide à comprendre la complexité du concept de paix, de même que les nombreux pièges que peut receler une conception de la reconstruction et du développement centrée sur les intérêts de l'État. En cherchant une résolution aux manifestations de violence directe sans prendre en considération les violences structurelles qui les sous-tendent, voire en renforçant ces violences structurelles, il n'y a qu'un glissement sur le continuum de la violence et confusion dangereuse entre la pacification violente et la paix.

Martin Hébert, Département d'Anthropologie, Faculté des sciences sociales, Pavillon Charles-de Koninck, Bureau 3431, Université Laval, Québec, Québec, G1K 7P4, Canada. Courriel : martin.hebert@ant.ulaval.ca

Notes

- 1 Outre l'abondante littérature anthropologique sur la guerre produite jusqu'au début des années 1990, dont le volume édité par Fried, Harris et Murphy (1968) et celui édité par Haas (1990) marquent deux jalons importants, la discipline a connu une importante revitalisation des études sur la violence à partir du milieu des années 1980. Nous avons déjà mentionné l'ouvrage dirigé par Riches (1986), et les synthèses récentes qu'elle a inspirées. On pourrait ajouter à ces études de la violence directe, l'ouvrage dirigé par Sponsel et Gregor (1994) et un nombre croissant d'ouvrages offrant de véritables ethnographies de la violence (Daniel 1996; Das, Kleinman, Ramphele et Reynolds 2000; Feldman 1991; Héritier 1996, 1999; Malkki 1995; Nordstrom et Robben 1995; Scheper-Hughes et Bourgois 2004; Sluka 2000; Zulaika 1988). Il est important de noter que ces derniers ouvrages marquent une préoccupation croissante pour les formes moins directes de violence.
- 2 Afin de préserver l'anonymat des communautés impliquées dans cet affrontement, la référence exacte de cet acte a ici été omise volontairement.

Références

- Aijmer, Göran et Jon Abbink, dirs.
2000 *Meanings of Violence : A Cross-Cultural Perspective*. Oxford : Berg.
- Aron, Raymond
1973 *Histoire et dialectique de la violence*. Paris : Gallimard (col. Les essais, CLXXXI).
- Aviles Mendoza, Cirino
1987 *Los hombres que trabajan la caña. Las formas de organizaciones social entre los Tlapanecos en la producción de la caña de azúcar*. Mexico : SEP-INI-CIESAS.
- Babb, Sarah
2001 *Managing Mexico : Economists from Nationalism to Neoliberalism*. Princeton : Princeton University Press.
- Barry, Tom et Deb Preusch
1988 *The Soft War*. New York : Grove Press.
- Bartra, Armando
1996 *Guerrero Bronco. Campesinos, ciudadanos y guerrilleros en la Costa Grande*. Mexico : Ediciones Sin-filtro.
1998 *Guerrero : modelo para armar*. Trace 33 : 9-19.
2000 *Crónicas del sur. Utopías campesinas en Guerrero*. Mexico : Ediciones Era.
- Blacker-Hanson, O'Neill
2003 *La lucha Sigue!(The Struggle Continues). The Continuum of Social Unrest in Guerrero, Mexico 1960-1994*. Communication présentée à la conférence History Matters, Social Movements : Past, Present and Future, New York, New School University, 3 mai.
- Canabal Cristiani, Beatriz, dir.
2001 *Los caminos de la Montaña*. Mexico : CIESAS.
- Carrasco Zuñiga, Abad
1991 *Las comunidades tlapanecas y la producción de café*. Thesis de licenciatura, Mexico : Escuela Nacional de Antropología e Historia.
- Daniel, E. Valentine
1996 *Charred Lullabies : Chapters in an Anthropography of Violence*. Princeton : Princeton University Press.
- Das, Veena, Arthur Kleinman, Mamphela Ramphele et Pamela Reynolds, dirs.
2000 *Violence and Subjectivity*. Berkeley : University of California Press.
- Dehouve, Danièle
1979 *Comment définir la communauté indienne méso-américaine? Réflexions sur les fluctuations des contours communautaires en pays tlapanèque*. Cahiers des Amériques Latines 20 : 47-63.
1989 *Le travail gratuit au Mexique : les communautés tlapanèques et l'équipement*. Études Rurales 113-114 : 119-130.
1990 *Quand les banquiers étaient des Saints. 450 ans de l'histoire économique et sociale d'une province indienne du Mexique*. Paris : Éditions du CNRS.
- Farmer, Paul
1996 *Women, Poverty, and Aids. Dans Women, Poverty, and Aids*. P. Farmer, M. Connors et J. Simmons, dirs. Pp. 3-38. Monroe, Maine : Common Courage Press.
1997 *On Suffering and Structural Violence : A View from Below, Social Suffering*. A. Kleinman, V. Das et M. Lock, dirs. Pp. 261-283. Berkeley : University of California Press.
2001 *Une réalité horriblement intéressante*. Le Monde, lundi 12 novembre, p. 22.
2003 *Pathologies of Power*. Berkeley : University of California Press.
- Feldman, Allen
1991 *Formations of Violence. The Narrative of the Body and Political Terror in Northern Ireland*. Chicago : University of Chicago Press.
- Freund, Julien
1983 *Sociologie du Conflit*. Paris : Presses Universitaires de France.

- Fried, Morton, Marvin Harris et Robert Murphy, dirs.
1968 War, the Anthropology of Armed Conflict and Aggression. Garden City NY : The Natural History Press.
- Galtung, Johan
1969 Violence, Peace, and Peace Research. *Journal of Peace Research* 6(3) : 167-191.
1990 Cultural Violence. *Journal of Peace Research* 27(3) : 291-305.
- Graham, Douglas H.
1984 The Economic Dimensions of Instability and Decline in Central America and the Caribbean. *Dans* Revolution and Counterrevolution in Central America and the Caribbean. D.Schultz et D.H. Graham, dirs. Pp. 157-186 Boulder : Westview Press.
- Gutiérrez, Maribel
1998 Violencia en Guerrero. Mexico : La Jornada Ediciones
- Haas, Jonathan, dir.
1990 The Anthropology of War. Cambridge : Cambridge University Press.
- Haviland, William A.
2002 Cultural Anthropology (10th ed.). Fort Worth : Harcourt.
- Hébert, Martin
2000 Sous le regard des ancêtres : conflit et coopération chez les Tlapanèques du Guerrero. Thèse de doctorat non publiée, Département d'anthropologie, Université de Montréal.
2001 Sous le regard des ancêtres : Imagination et mouvements socio-politiques chez les Tlapanèques du Guerrero, Mexique. *Discours social / Social discourse* 3 : 100-110.
2002a Whose Utopia? Development, Resistance, and Patterns of Structural Violence in a Mexican Indigenous Region. *Social Justice : Anthropology, Peace and Human Rights* 3(4) : 99-137.
2002b Communal Interest and Political Decision-Making in an Emerging Mexican Indigenous Movement. *Dans* Consensus Decision Making, Northern Ireland, and Indigenous Movements. Patrick G. Coy, dir. Pp 61-84. *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, 24. Oxford, UK : JAI Press/Elsevier Science.
2004 Who Defines Sustainable Forestry? Technical Systems, Nature and the Political Imagination in Quebec's Boreal Forest., Communication présentée dans le cadre du congrès annuel de la CASCA, London, Ontario, 5-8 mai.
- Héritier, Françoise, dir.
1996 De la violence. Paris : Odile Jacob.
1999 De la violence 2. Paris : Odile Jacob.
- ICG (International Crisis Group)
2000 Burundi : Neither War Nor Peace. ICG Africa Report No. 25. Arusha / Nairobi / Bruxelles.
- Johnson, Jennifer L.
2001 What's Globalization Got to Do With It? Political Action and Peasant Producers in Guerrero, Mexico. *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* 26(52) : 267-283.
- Kyle, Chris
1996 From Burros to Buses : Transport Efficiency and Economic Development in Guerrero, Mexico. *Journal of Anthropological Research* 52 : 411-432.
- Lawler, Peter
1995 A Question of Values. *Johan Galtung's Peace Research*. Boulder : Lynne Rienner.
- Malkki, Liisa H.
1995 Purity and Exile : Violence, Memory, and National Cosmology Among Hutu Refugees in Tanzania. Chicago : University of Chicago Press.
- Manikkalingan, Ram
2002 Neither War Nor Peace. *Frontline* 19(9) : 5-8.
- Mares, David R.
1985 Explaining Choice of Development Strategies : Suggestions from Mexico, 1970-1982. *International Organization* 39(4) : 667-697.
- Mayo, Baloy
1980 La guerrilla de Genaro y Lucio : analisis y resultados. Mexico : Editorial Diogenes.
- Nordstrom, Carolyn
2004 Shadows of War. Violence, Power, and International Profiteering in the Twenty-First Century. Berkeley : University of California Press.
- Nordstrom, Carolyn et Antonius C.G.M. Robben, dirs.
1995 Fieldwork Under Fire. *Contemporary Studies of Violence and Survival*. Berkeley : University of California Press.
- Oettinger, Marion Jr.
1974 The Voice of the Neighbors, Study of Tlapanec Community Boundaries and their Maintenance. Thèse de doctorat, Department of Anthropology, University of North Carolina at Chapel Hill.
1980 Una comunidad tlapaneca. Mexico, D.F. : INI.
- Platt, Thomas
1992 Emplois descriptifs et polémiques du concept de violence. *Revue internationale de sciences sociales* 132 : 185-192.
- Raufert, Xavier
1992 La menace des zones grises sur la nouvelle carte du monde. *Le débat*, 67.
1993 Les zones grises. Paris : Cahiers du CHEAr (Centre des Hautes Études de l'Armement), 16.
- Riches, David
1986 The Anthropology of Violence. Oxford : Basil Blackwell.
- Scheper-Hughes, Nancy et Philippe Bourgois, dirs.
2004 Violence in War and Peace. Oxford : Blackwell.
- SEDENA
2002 Actividades de Labor Social, Misión Social. www.sedena.gob.mx/ejto/labor_so/ls_mision.html, consulté le 4-12-2003.
- Schmidt, Bettina E. et Ingo W.Schröder, dirs.
2001 Anthropology of Violence and Conflict. London : Routledge.
- Sluka, Jeffrey A., dir.
2000 Death Squad : The Anthropology of State Terror. Philadelphia : University of Pennsylvania Press.
- Sponsel, Leslie E. et Thomas Gregor, dirs.
1994 The Anthropology of Peace and Nonviolence. Boulder : Lynne Rienner.

TLACHINOLLAN

- 1998 Informe 1997-1998. Tlapa : Tlachinollan Centro de Derechos Humanos de la Montaña de Guerrero.
Turbiville, Graham H., William W. Mendel et Jacob W. Kipp
1997 The Changing Security Environment. *Military Review* 77(3) : 5-10.
Ward, Peter W.
1993 Social Welfare Policy and Political Opening in Mexico. *Journal of Latin American Studies* 25(3) : 613-628.

Weigert, K. Maas

- 1999 Structural Violence. *Dans Encyclopedia of Violence, Peace, and Conflict*, Vol. 3. pp. 413-440. New York : Academic Press.
Zulaika, Joseba
1988 Basque Violence, Metaphor and Sacrament. Reno : University of Las Vegas Press.
-